

Animation du Portail  
«Petits Etats Insulaires en Développement »  
BULLETIN MENSUEL  
1<sup>er</sup> – 30 avril 2014



**Association pour la promotion du droit international\***

Centre de droit international

15 quai Claude Bernard

69007 LYON

Tel : 04 78 78 73 52

Fax : 04 26 31 85 24

[apdi.lyon@gmail.com](mailto:apdi.lyon@gmail.com)

---

□ Bulletin rédigé par Ayham ALATA, doctorant au Centre de droit international de l'Université Lyon 3.

## SOMMAIRE

<u><i>1- Evénements.....</i></u>	<u><i>3</i></u>
<u><i>2- Ateliers.....</i></u>	<u><i>4</i></u>
<u><i>3- Partenariats.....</i></u>	<u><i>4</i></u>
<u><i>4- Publications.....</i></u>	<u><i>5</i></u>

## 1- Evénements

### *- Troisième Conférence biennale mondiale de Commonwealth pour les petits États à Sainte-Lucie les 26 et 27 Mars 2014*

Les Pays du Commonwealth se sont réunis pendant deux jours dans l'objectif d'identifier des domaines clés " vulnérables " et prioritaires qui visent à renforcer la résilience et la durabilité dans les petits États en développement. " Les questions qui ont été discutées au cours des deux derniers jours seront utilisées pour alimenter le forum de développement du G20 au sein duquel le Commonwealth joue un rôle technique important ", a déclaré le secrétaire général adjoint du Commonwealth, Déodat Maharaj.

<http://thecommonwealth.org/project/building-resilience-small-states-withstand-shocks>

### *- Avant la conférence de Sendai, le Secrétaire général de l'ONU appuie un accord mondial pour 2015 sur le risque de catastrophe*

Le 16 Avril 2014 le Secrétaire général Ban Ki-moon a réaffirmé à la communauté internationale ses priorités pour l'année prochaine en ce qui concerne les préparatifs à poursuivre pour la conférence de 2015 sur la réduction des risques de catastrophes naturelles.

"L'objectif est simple: laisser un monde plus résilient aux générations futures", a déclaré M. Ban aux représentants de haut niveau des États membres participant à une séance d'information sur la troisième Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes qui se tiendra l'année prochaine dans la ville japonaise de Sendai.

Le principal point à l'ordre du jour est de créer un accord sur un nouveau cadre mondial pour l'après 2015 relatif à la réduction des risques de catastrophe. Ce nouvel accord succédera à l'actuel cadre d'action de Hyogo, créé à la suite du tsunami de l'océan Indien.

<http://www.malaysiasun.com/index.php/sid/221161823/scat/b8de8e630faf3631/ht/Ahead-of-Sendai-conference-Ban-pushes-for-2015-global-agreement-on-disaster-risk>

### *- Participation record pour l'exercice d'alerte au tsunami dans les Caraïbes*

L'exercice d'alerte au tsunami qui s'est déroulé le 26 mars dans les Caraïbes a connu une participation sans précédent comparée aux tests effectués en 2011 et 2013. Organisé sous les auspices de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO, cet exercice montre l'implication des pays concernés et la prise de conscience de la menace que représentent les tsunamis dans la région.

[http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/priority-areas/sids/single-view-small-island/news/record\\_participation\\_in\\_caribbean\\_tsunami\\_warning\\_exercise/#.Uz0L6Kh\\_vp8](http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/priority-areas/sids/single-view-small-island/news/record_participation_in_caribbean_tsunami_warning_exercise/#.Uz0L6Kh_vp8)

### *- Irina Bokova : Le développement durable appelle des stratégies et des partenariats avec et pour la population*

Le 1er avril 2014, Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, a présidé une réunion de consultation avec les délégations permanentes auprès de l'Organisation afin de recenser les priorités nouvelles et à long terme de l'action de l'UNESCO pour le développement durable des petits États insulaires en développement (PEID).

Soulignant la nécessité de mettre en place de véritables partenariats avec et pour les PEID, la Directrice générale a indiqué que « le concept de partenariats durables et véritables [était] essentiel et [faisait] écho à l'action de l'UNESCO en faveur du respect des différentes cultures, de l'éducation et de la formation des communautés et de la mobilisation des savoirs traditionnels et autochtones ».

[Lire l'intégralité du discours](http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002272/227232m.pdf) : <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002272/227232m.pdf>

## 2- Ateliers

### - *Organisation météorologique mondiale : Atelier consacré aux services climatologiques pour les Etats insulaires du pacifique*

Une réunion qui s'est déroulée à Rarotongo du 31 mars au 4 avril, parrainée par l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) et par d'autres partenaires importants. Elle a réuni des experts des Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN), d'organisations régionales et d'instituts de recherche, ainsi que des décideurs et des experts en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire, d'hydrologie, de santé et de réduction des risques de catastrophe.

Cette réunion a fait partie d'une série d'initiatives lancées par l'OMM à l'occasion de l'Année internationale des Petits Etats insulaires en développement et en perspective de la troisième Conférence internationale sur les Petits Etats insulaires en développement en septembre 2014.

"La gestion des risques, l'adaptation et la prévention sont plus importantes que jamais, tout comme l'est la nécessité de renforcer les cadres de coopération", a déclaré M. Henry Puna, Premier ministre des Îles Cook dans une allocution d'ouverture à la réunion.

[https://www.wmo.int/pages/mediacentre/news/ATELIERCONSACRAUXSERVICESCLIMATOLOGIQUESPOURLESTATSINSULAIRESDUPACIFIQUE\\_fr.html](https://www.wmo.int/pages/mediacentre/news/ATELIERCONSACRAUXSERVICESCLIMATOLOGIQUESPOURLESTATSINSULAIRESDUPACIFIQUE_fr.html)

### - *Atelier : Gestion des eaux souterraines dans les zones côtières et Petits Etats Insulaires en Développement*

Cet atelier est co-organisé par le Programme hydrologique international (PHI) de l'UNESCO, le Partenariat mondial pour l'eau – Méditerranée (GWP-Med) et le Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) du PNUE en collaboration avec le Centre international pour l'évaluation des ressources d'eaux souterraines (IGRAC) de l'UNESCO/OMM et le Centre d'activités régionales du Programme d'actions prioritaires (CAR/PAP) dans le cadre des projets IW:LEARN, MedPartnership et TWAP du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Cette réunion est une contribution à l'Année internationale des Petits Etats Insulaires en Développement (PEID) 2014.

[http://www.unesco.org/new/fr/unesco/events/natural-sciences-events/?tx\\_browser\\_pi1%5BshowUid%5D=28428&cHash=670a49e94f](http://www.unesco.org/new/fr/unesco/events/natural-sciences-events/?tx_browser_pi1%5BshowUid%5D=28428&cHash=670a49e94f)

## 3- Partenariats

***- Partenariat entre UCB (Caribbean Broadcasting Union) et le PNUD (United Nations Development Programme) pour produire la série télévisée "Youth-INSPIRE": Un Partenariat vital les petits Etats insulaires en développement***

À l'heure où d'autres régions du monde sont confrontés à des défis et des crises importantes, le secrétaire général de l' CBU considère comme important de souligner sa coopération avec le PNUD pour un nouveau partenariat dans le cadre du développement de la région des Caraïbes.

Lors de sa présentation à la cérémonie de signature de la lettre d'accord à la Maison des Nations Unies pour marquer officiellement ce partenariat dont le but est de produire la série télévisée "Youth-INSPIRE", Sonia GILL a rappelé :

« Nous sommes conscients du fait que nos petits Etats insulaires en développement, et même notre continent, sont extrêmement vulnérables à toutes sortes de questions ». « Il est donc très important pour nous de garder la main sur ces questions et faire en sorte que des initiatives telles que celles-ci soient bien pris en charge ».

<http://www.barbadosadvocate.com/newsitem.asp?more=local&NewsID=35701>

<http://caribunion.com/en/>

***- Les petits États insulaires cherchent des partenariats pour faire progresser le développement durable dans l'attente de la Conférence mondiale Conférence des Nations Unies de 2014 sur les PEID***

Des actions pratiques favorisant le bien-être économique, social et environnemental seront au cœur des discussions entre le gouvernement et la société civile des représentants des États insulaires à Barbade entre le 28 et le 30 août. Ces discussions se dérouleront dans l'objectif de se préparer pour le mondial Conférence des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement, qui se tiendra à Apia, Samoa 1-4 Septembre 2014.

<http://www.sids2014.org/index.php?menu=1573>

#### **4- Publications**

***- Publication : La transition vers une économie verte: l'économie politique des approches dans les petits États***

Alors que le terme de l'économie verte a été largement utilisé au niveau international, très peu d'information existe sur ce concept dans la pratique. Quelles sont les politiques nécessaires? Quels sont les défis de la mise en oeuvre au niveau national?

Cette publication présente les efforts déployés par les petits États insulaires en développement (PEID) pour favoriser la mise en oeuvre des questions de l'énergie verte. Le document de 216 pages a été présenté à la troisième Conférence biennale sur les petits États à Sainte-Lucie et fournit des analyses de défis et de succès pour huit pays étudiés.

<http://www.environmentalgovernance.org/featured/2014/04/publication-increased-focus-on-green-energy-for-small-island-developing-states/>

**- Publication : Burkett Maxine, « Paradoxe de justice: les changements climatiques, les petits États insulaires, et la quête du développement pour un recours juridique effectif ».**

Dans cet article, le professeur Burkett explore l'échec du régime juridique de fournir un processus adéquat et un remède de fond pour les petits États insulaires en développement : soit par l'absence de théories juridiques viables, les contraintes de capacité ou les dynamiques inégales du pouvoir dans l'arène internationale, soit par tous les trois raisons toute réunies.

Elle fait valoir, cependant, que les coûts de réalisation de ces revendications - et d'autres nouvelles approches qu'elle décrit dans l'article - sont éclipsées par les coûts des impacts climatiques que subissent les petites communautés insulaires.

En examinant les réclamations éventuelles et l'introduction de nouvelles approches, professeur Burkett tente de répondre à une frappante et persistante paradoxe de justice: le régime international actuel exclut toute tentative raisonnable à un recours pour les victimes du changement climatique bien qu'ils soient les plus vulnérables et les moins responsables.

Burket Maxine, “*A Justice Paradox: On Climate Change, Small Island Developing States, and the Quest for Effective Legal Remedy*”, University of Hawaii at Manoa - William S. Richardson School of Law 2013, *University of Hawaii Law Review*, Vol. 35, No. 2, 2013 .

[http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=2426711](http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2426711)